

L'hon. M. McGUIRE: Ils ne savent sans doute pas encore que nous les admettons pour accomplir un certain travail, le travail agricole, et que nous examinons leur habileté professionnelle et, comme le sénateur Haig l'a dit, leur robustesse et leur santé. Maintenant, combien longtemps les garderons-nous quand leur employeur actuel n'en aura plus besoin et désirera qu'ils quittent le pays? Nous ne les acceptons pas pour leur bien, mais plutôt pour leur faire faire un travail pénible, et nous les surveillons comme nous surveillerions des chevaux de l'armée, examinant jusqu'à quel point ils sont sains. Ainsi, combien longtemps les garderons-nous au pays? Ils nous arrivent célibataires; nous les dispersons par tout le pays leur assignant du travail et veillant à ce qu'ils l'accomplissent. Nous attendons-nous à ce qu'ils restent au Canada toute leur vie? S'ils étaient des immigrants, nous nous attendrions à ce qu'ils restent au milieu de nous et il nous faudrait considérer dans quelle partie du pays les établir, s'ils devraient prendre souche et devenir des citoyens ou non; mais nous ne songeons pas à ces choses. L'Angleterre les encourage à retourner à Varsovie, mais comme ils connaissent la situation mieux que les Anglais, ils ne veulent pas retourner à ce qu'ils y trouveraient. Plusieurs d'entre nous estiment qu'ils ont raison. Nous rendons service à l'Angleterre en les amenant accomplir une tâche difficile, mais personne n'a parlé de la durée de leur séjour. S'ils manquent de travail, devons-nous les envoyer, et alors dans quel pays? C'est un problème qu'il incombe au gouvernement d'examiner. Nous invitons 4,000 hommes à venir en notre pays, des hommes qui ont fait autant et plus que quiconque pour gagner la guerre au prix d'immenses sacrifices par eux-mêmes et leur pays et, je le répète, nous les traitons comme un troupeau de chevaux. Je crois que le gouvernement canadien devrait mieux envisager la situation. Nous savons qu'ils ne sont ni communistes ni alliés de l'Allemagne. Il ne leur est permis d'être ni l'un ni l'autre et ils ne le sont pas; mais ils n'osent pas retourner dans leur pays. Cependant l'Angleterre n'est pas assez étendue pour garder 200,000 soldats qui y furent amenés pour leur propre sécurité. Ainsi l'Angleterre cherche à s'en débarrasser. Le Canada se doit de modifier son attitude à l'égard de ces gens. Nous cherchons des immigrants, mais nous ne pouvons en trouver de meilleurs que les Polonais. Un arrêté en conseil a été lu ici aujourd'hui. Cet arrêté interdit aux Allemands, Autrichiens, Hongrois et Italiens d'immigrer au pays. Les demandes concernant l'admission de ces derniers sont formulées par des citoyens canadiens; elles ont rencontré un refus et à bon droit, selon l'arrêté en conseil. Pour présenter ces problèmes au gouvernement canadien, j'estime que personne n'est plus compétent que vous, monsieur Keenleyside, pour induire le gouvernement à donner son attention à cette question.

M. KEENLEYSIDE: Le problème que vous soulevez, je le crains, en est un que je ne puis discuter en public.

L'hon. M. McGUIRE: Je ne compte pas sur une solution immédiate, mais je ne connais personne au pays qui peut mieux aborder le gouvernement canadien et l'induire à résoudre le problème. Je crois qu'il devrait abroger cet arrêté en conseil par l'adoption d'un autre arrêté. J'estime que les nationalités ne doivent pas être écartées du Canada parce qu'elles ont ferraillé dans le camp opposé. L'Angleterre importe actuellement des Allemands et des Italiens pour faire son travail.

M. KEENLEYSIDE: C'est une autre question que j'aimerais discuter, mais auparavant je voudrait signaler que les soldats polonais sont triés pour des raisons de sécurité. Il n'est pas certain que la chose soit claire dans l'esprit des membres du Comité pour ce qui concerne les difficultés rencontrées à l'égard de leur santé. Dans le premier cas, celui des 2,900 qui sont déjà arrivés, ils furent radiographiés non de l'autre côté de l'Atlantique, mais après leur arrivée au Canada. Maintenant, quant aux 1,100 encore à venir, ils sont radiographiés avant de quitter l'Angleterre. En conséquence, il ne devrait pas exister de tuberculose chez ces 1,100, qui sont sur le point de nous arriver.